L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 7 JUILLET 1878. 51me Année

DUFOUR & LINET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. DIMANCHE, 7 JUILLET 1878.

VENTES A L'ENCAN POUR DEMAIN LUNDI

Par H. Stern & Cie., au No 63 de la rue de la Duma—lettes, cuillers et bro[illegible]

Par D. E. Murphy & Son, au magasin No 111 rue Baronne, stock de Quincaillerie, étagères etc.

Quincaillerie, installations, etc. — Voir l'annonce d'encan de D. E. Murphy & Son.

UN PROGRAMME.

Le grand vice de notre situation en matière de gouvernement local, est l'absence complète d'un programme d'économie politique auquel les électeurs soucieux et honnêtes de tous les partis pourraient se rallier et pour le succès duquel ils pourraient faire des efforts communs. Ce vice est à peu près général et le reproche s'adresse indistinctement à tous les partis. On ne sait jamais positivement ce qu'ils demandent et par conséquent on ne sait jamais positivement ce qui pourra sortir de leur passage aux affaires publiques. Les bonnes intentions néanmoins ne manquent pas et si vous interrogez individuellement les hommes qui aspirent à jouir un rôle dans nos assemblées représentatives vous obtenez d'eux tous de très satisfaisantes explications.

Il n'y en a pas un qui ne soit prêt à vous faire toutes les promesses désirables au cas qui concerne la réforme dans le gouvernement de la ville et de l'Etat. Mais tout cela est vague, superlativement vague, et ne dépasse pas les bornes de ces conservations banales qui ont cours dans les temps d'élection ; et votre interlocuteur, aspirant au honneurs parlementaires, ne se sent pas plus lié en vous quittant que s'il ne vous avait pas dit un mot. De là vient la nullité comme résultat de nos sessions législatives et les plaintes à peu près universelles qui accompagnent leurs travaux aussitôt qu'ils sont terminés.

Nous disons que les bonnes intentions ne manquent pas, c'est vrai, mais souvent l'instruction manque, nous voulons dire l'instruction individuelle. Beaucoup de gens se présentent comme candidats à la Législature sans connaître d'avance une seule des questions principales qui résolument le plus une solution, et le public lui-même, le public votant n'en sait pas davantage; la plupart du temps le public en sait encore moins. Il en résulte nécessairement des assemblées d'ignorantins à la merci de coteries qui souvent ainsi le moyen et de conserver ce qui devrait être supprimé et d'ajouter même au dossier des iniquités législatives des lois d'origine impure et fortement en conflit avec l'intérêt général.

Ainsi à l'approche des élections, on remarque toujours une agitation très vive parmi les gens qui ont un but personnel en vue. Les hommes de cette catégorie se remuent beaucoup pour préparer les moyens à l'aide desquels ils comptent emporter sur leurs compétiteurs, mais d'engagement personnel ils n'en prennent aucun, si ce n'est de favoriser des amis dans la distribution des places ; mais de programme il n'en est pas question ; mais des besoins publics il n'en est pas dit un mot ; en sorte que ce qui intéresse le plus dans la campagne électorale est justement ce dont on s'occupe le moins. Nous parlons ici de ce qui se passe usuellement avant la tenue des conventions qui sont plus bavardes.

Le parti démocrate et les hommes affiliés à ce parti qui est incontestablement le plus fort en Louisiane, ne sont pas exempts de tout reproche. Ils ont ordinairement parlé sans doute et leurs discours pendant la campagne contenaient des révélations mesurant à l'une énergie et d'une précision extraordinaires. Depuis bien longtemps on n'avait rien entendu de pareil. Qui n'aurait pas dit après cela que la restauration démocratique, si elle avait lieu, serait le retour de l'âge d'or dans notre Etat, et bien entendu la cessation de tous les abus qui l'avaient ruiné ? Il se faisait une collection de ces discours, on y trouverait une masse de réformes dont le quart seulement eût suffi pour faire la fortune de la Louisiane et éterniser la mémoire d'un parti. Tout le monde savait ou paraissait savoir ce qu'il fallait faire. Et cependant ce n'était pas difficile à trouver ; il n'y avait qu'à jeter les yeux sur l'index alphabétique des titres, sans se donner la peine d'examiner les sections et les textes, de chaque loi pour se faire une idée générale de la législation existante, et l'on aurait vu tout de suite ce qu'il fallait faire pour composer le bulletin des lois démocratiques et le bulletin de la réforme en matière locale.

A-t-on fait cela ? Non. Loin de le faire on a ajouté quelques extravagances de plus au bulletin déjà si chargé des lois. Qu'est devenue cette promesse de réduire les dépenses de l'Etat ; la ville fait même la première chose importante et la plus productive de revenus, sous le point de vue fiscal. Faut-il s'étonner grève de deux dettes qui malheureusement ne s'élèvent pas à moins de 26 millions, en comptant 20 millions pour la Nile-Orléans et 6 millions pour la Louisiane. Toutes ces dettes n'ont-elles pas été contractées sous prétexte de faire des améliorations ? Une partie de la moitié de ce que la ville voulait imposer d'après le rôle qu'elle rapporte de revenus à ceux qui en jouissent les maisons et les terres. Il était dans de toute nécessité remédier à cette disproportion qui est vraiment une monstruosité dans l'histoire fiscale des municipalités modernes.

Eh bien qui parle de cela ? personne, excepté l'assemblée des contribuables et des travailleurs qui jusqu'à présent n'a pas été une association politique et qui à cause de cela même est privée de l'influence qu'elle devrait avoir. Les autres assemblées, les clubs et tous autres conciliables en partis ou fractions électorales, n'en disent rien. Ils ne s'en occupent pas même indirectement. Ce qu'on veut établir, c'est l'élection, n'importe pour qui ou pour quoi !

Nous voyons donc partout, ou à peu près partout, absence complète de programme, quand un programme serait si utile, si indispensable pour l'instruction des votants. Il faut bien prendre garde de ne pas laisser éteindre dans la masse électorale l'idée de l'importance du droit qu'elle possède, par l'idée de son inutilité. Ce serait finir alors de l'esprit public, et le gouvernement livré à une troupe de politiciens irait on ne sait où. Jusqu'à présent cet esprit public s'est maintenu parce qu'il avait à lutter contre un parti oppresseur, odieux, soutenu seulement par les baïonnettes fédérales. Ce parti est à bas aujourd'hui et personne ne craint qu'il se relève.

Mais les électeurs en se repossessant avaient en vue quelque chose de plus, quelque chose qui fait réellement bénéficier